



« Dissuasion nucléaire » : une escroquerie

Quand on entend le mot dissuasion, on l'assimile quasi automatiquement à l'arme nucléaire. C'est de fait un abus de langage, pour ne pas dire une escroquerie conceptuelle.

D'une part, la dissuasion a existé bien avant l'invention de l'arme atomique et surtout elle peut s'exercer avec d'autres vecteurs. D'autre part, la dissuasion nucléaire ne fonctionne pas malgré ce que ne cessent d'affirmer ses partisans. Comme l'a reconnu indirectement, lors d'un colloque, le chercheur Bruno Tertrais, pourtant partisan confirmé de la dissuasion : « *En fait il existe toujours une réponse conventionnelle à une agression...* »

L'histoire regorge d'exemples où cette stratégie n'a pas fonctionné. La Syrie et l'Égypte n'ont pas été dissuadées en octobre 1973 d'attaquer Israël qui avait pourtant une supériorité militaire et possédait l'arme nucléaire. De même en 1982, l'Argentine savait parfaitement que le Royaume-Uni possédait la bombe et cela ne l'a pas empêchée d'occuper les îles Malouines, territoire britannique. C'est avec de l'armement conventionnel que le Royaume-Uni a riposté, pas avec la menace d'utilisation de l'arme atomique.

Ces exemples montrent que la dissuasion nucléaire n'est pas qu'une histoire d'équilibre militaire entre des acteurs partageant la même rationalité, ce qui est la condition essentielle pour éviter d'entrer dans l'engrenage d'une guerre nucléaire aux conséquences catastrophiques pour l'humanité toute entière. En effet, la dissuasion est un concept d'ordre psychologique. Outre que sa validité ne peut être ni testée, ni vérifiable, cela signifie qu'elle repose sur l'interprétation d'une situation, sur une logique d'analyse totalement subjective et propre à chacun des acteurs du conflit, surtout en période de crises.

Le président des États-Unis lui-même vient également de remettre en cause la crédibilité de la dissuasion nucléaire en ordonnant le lancement de la production de nouvelles armes nucléaires tactiques destinées à être utilisées en premier sur le champ de bataille (*voir au verso*)... D'une arme de riposte ou de « non-emploi en premier », nous basculons vers une arme offensive d'emploi en premier... Avec en plus toutes les conséquences d'une telle déclaration en terme de prolifération et de relance de la course aux armements.

Un paradoxe que nous retrouvons avec cette notion en vigueur dans la stratégie d'« ultime avertissement » de la

France qui consiste à utiliser en premier l'arme nucléaire à l'encontre d'un État, d'une entité qui aurait porté atteinte à nos intérêts vitaux, pour rétablir la dissuasion... avec une bombe dont la puissance est de 20 fois celle d'Hiroshima¹ !

D'où l'importance de dissocier les deux termes « dissuasion » et « nucléaire ». Car le principe même de la dissuasion est intéressant. En effet, comme l'explique Wikipédia² : « La dissuasion est une théorie selon laquelle on peut empêcher quelqu'un de commettre un crime par la peur des conséquences potentielles. » Cela s'apparente à faire de la prévention, un objectif que l'on ne peut que partager.

Cette stratégie nécessite d'abord de définir collectivement quels sont les intérêts vitaux contre lesquels il existe de réelles menaces provenant de l'extérieur du pays et ensuite de développer une politique de dissuasion civile. De façon à rendre non rentable pour un agresseur potentiel tout projet d'intervention. À ce titre, l'interdépendance qui se développe dans les différents domaines offre de bien meilleures garanties de sécurité qu'une politique s'appuyant sur l'exercice de la terreur.

Il ne s'agit pas dans le cadre de cet article de débattre du type de menaces ni de détailler les pistes d'une telle stratégie de dissuasion civile, mais nous pouvons d'ores et déjà noter un avantage notable : si la dissuasion nucléaire échoue, c'est l'anéantissement. Avec la dissuasion civile, en cas d'échec il reste la résistance qui sera d'autant plus efficace qu'elle aura été préparée à l'avance, justement dans le cadre de la dissuasion civile...

Reste que pour que puisse se dessiner une telle évolution, il serait nécessaire que s'ouvre un débat non seulement au sein du Parlement, mais également dans l'ensemble de la société. La difficulté que nous rencontrons, est que les discours des partisans et des opposants se déploient en parallèle, chacun dans leur registre propre, sans se confronter. Tel est bien le sens de la campagne d'interpellation de l'opinion publique que notre association va lancer au printemps en partenariat avec le Réseau Sortir du nucléaire, ICAN France, Attac et le Man.

Patrice Bouveret

¹ La tête nucléaire emportée par les Rafale ou les Mirage de la force aéroportée stratégique est d'une puissance de 300 kt.

² <https://fr.wikipedia.org/wiki/Dissuasion>

La Nuclear Posture Review (NPR) des USA représente le plus grand danger en perspective !

La *Nuclear Posture Review*, rédigée par le Pentagone (James Mattis) et récemment adoptée par Donald Trump accroît encore davantage le risque d'une guerre nucléaire, risque que les « Scientifiques atomiques » avaient déjà estimé à « deux minutes de minuit ».

Le président des États-Unis, comme également ses homologues des autres États dotés d'armes nucléaires, ont de plus en plus pris conscience d'une vérité inavouable, à savoir que la dissuasion nucléaire ne peut pas fonctionner dans la durée. Ainsi, la toute puissante force de dissuasion des USA, plus de mille fois supérieure à celle de la Corée du Nord, n'a pas été en mesure d'empêcher cette dernière de se doter de l'arme nucléaire et de déjà l'utiliser pour les menacer !

Or, face à ce constat, deux attitudes sont a priori possibles : soit d'ouvrir des négociations permettant de désamorcer la crise — et, en perspective d'opérer la transition d'un régime de méfiance à celui d'une ouverture, voire même d'une coopération —, soit de développer un nouveau type d'armes nucléaires (par exemple, des « mini-nukes »), mieux adaptées pour être utilisées sur le champ de bataille et donc permettant d'envisager une « première frappe préventive ».

Fort malheureusement, c'est cette deuxième option que le président Trump a adoptée avec la *Nuclear Posture Review*...

Luigi Mosca



ACTION

Nouvelle vigie sur Paris

Un nouveau cycle de vigies est organisé sur Paris un mercredi sur deux, de 17h00 à 18h00, place Saint-Michel devant la Fontaine.

La troisième aura lieu le **mercredi 28 février**. Puis le mercredi 14 mars, le mercredi 28 mars, le mercredi 11 avril, le mercredi 25 avril, le mercredi 9 mai, le mercredi 23 mai, etc.

Cette vigie, se déroulera en silence, en noir, avec masques blancs et une banderole ICAN. Des tracts d'information seront distribués aux passants.

Les personnes qui peuvent venir sont invitées à m'en informer en amont de chaque vigie : thierry.duvernoy1963@hotmail.fr / ou 06 87 30 31 69 (de préférence par SMS).

Si vous voulez organiser une vigie dans votre ville, téléchargez le guide d'information sur notre site :

<http://abolitiondesarmesnucleaires.org/wp-content/uploads/2017/11/DossierVigies1711.pdf>

Dissuasion : Macron, droit dans ses bottes

Le projet de loi de programmation militaire 2019-2025 présenté le 8 février au Conseil des ministres, est net et précis : « *La dissuasion demeure la clé de voûte de notre stratégie de défense. À ce titre, elle continuera de se fonder sur la posture permanente des deux composantes océaniques et aéroportée, qui seront renouvelées et modernisées.* » En deux lignes tout est dit. Circulez, il n'y a rien à discuter.

Comme l'a martelé le président de la République lors de ses vœux aux armées, le 19 janvier dernier : « *Je sais qu'il y a eu, sur ce sujet, beaucoup de débats. Tous les débats sont légitimes, mais ils sont aujourd'hui tranchés. La dissuasion fait partie de notre histoire, de notre stratégie de défense, et elle le restera.* »

RÉSULTAT : durant les cinq prochaines années, 5 milliards d'euros seront absorbés par les armes nucléaires, soit 22,2 % des dépenses d'équipement. En 2024 et 2025, le budget consacré aux armes nucléaires devrait s'élever à 6 milliards par an ! En tout, ce sont plus de 37 milliards d'euros que prévoit la LPM pour les armes nucléaires. Tout en n'oubliant pas que d'autres dépenses indispensables à la force de dissuasion sont disséminées dans le budget des autres équipements militaires...

La force nucléaire pourra poursuivre sa modernisation et dans le même temps engager le renouvellement de ses deux composantes.

Dans son discours de vœux aux armées, le président Emmanuel Macron s'alarme du fait que « *nous assistons, enfin, à une réaffirmation des politiques de puissance qui se doublent d'une militarisation croissante des relations internationales, au détriment du multilatéralisme* ».

En programmant une augmentation des dépenses militaires de la France et un renouvellement complet de l'arsenal nucléaire — mais aussi en refusant de participer au processus des Nations Unies pour le traité d'interdiction des armes nucléaires —, il est un acteur de cette militarisation croissante, tout comme le président Trump qui d'ailleurs veut copier le défilé du 14 juillet, symbole de la place centrale occupée par l'armée en France. **P. B.**

ACTION DE VIGILANCE POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLÉAIRES

Vendredi 2 mars et 6 avril 2018 jeûne et présence d'interpellation devant le ministère des Armées à Paris

- de 8 h à 9 h, entrée du ministère, 60 boulevard du Général de Gaulle (M° Balard) ;
- entre 9 h et 12 h, rendez-vous au café-tabac « Le Balard », angle place Balard et avenue Félix-Faure ;
- de 12 h à 13 h, entrée du ministère ;
- de 16 h à 17 h, entrée du métro Balard.

En soutien à l'action non-violente sur place, vous êtes invité-e-s à jeûner sur votre lieu de vie ou à être en union de pensée avec les jeûneurs.

Dans un cas comme dans l'autre, faites-le savoir si possible au plus tard l'avant-veille à : <marie-claude.thibaud@wanadoo.fr> ou au 06 71 60 05 46

Retrouvez les photos des précédentes actions :

<http://abolitiondesarmesnucleaires.org/index.php/2018/01/25/nos-action-de-janvier-2018-compte-rendu/>

Abolition est la lettre d'information gratuite publiée par l'association « Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance », née de la fusion en 2016 de la Maison de Vigilance et du collectif Armes nucléaires STOP.

Pour la recevoir, envoyer une demande à : <abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr> ou par courrier : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Soutien financier par chèque ou virement, IBAN : FR76 4255 9000 6941 0200 3405 334

Directeur de publication : Jean-Pierre Dacheux • ISSN 2554-3407 • Mise en page et impression par nos soins • Dépôt légal à parution • février 2018